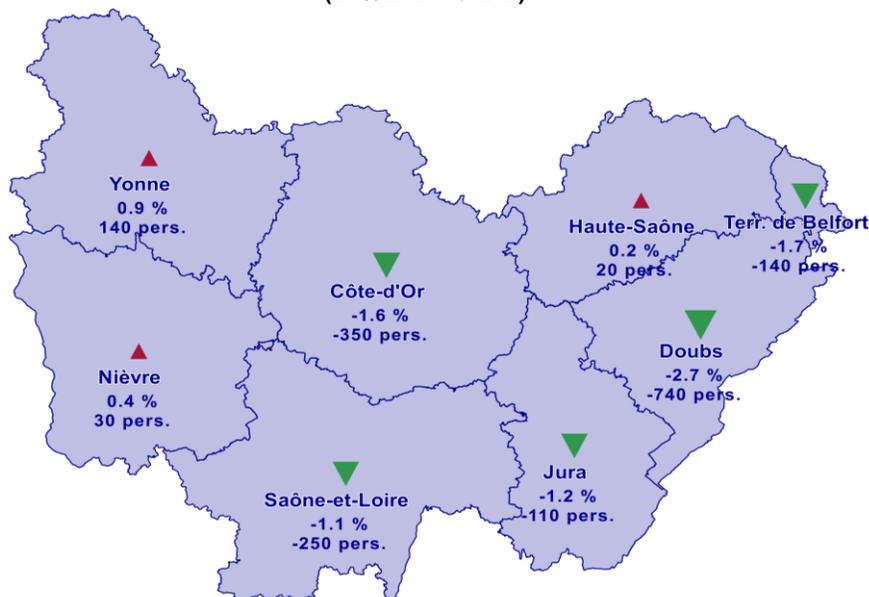


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DU JURA

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2021
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 1,4 % par rapport au 1^{er} trimestre 2021

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS

(DONNÉES CVS)

Cat. A : **9 440** (-1,2 % sur un trim.)
Cat. B, C : **8 970** (+2,5 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **18 400** (+ 0,5 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

5,6 % au 1^{er} trimestre 2021
+ 0,2 pt par rapport au 4^{ème} Trim. 2020
(France métropolitaine : 7,8 % ; + 0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

85 750 au 1^{er} trimestre 2021
+ 0,1 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2020

● RECOURS À L'INTÉRIM

3 680 intérimaires au 1^{er} trimestre 2021
+ 2,4 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2020

Au premier trimestre 2021

L'emploi salarié (privé et public) est relativement stable dans le Jura, soit 70 emplois en plus par rapport au 4^e trimestre 2020. Hors intérim, l'emploi dans les services marchands repart à la hausse excepté dans l'hébergement-restauration et les transports. Plus gros employeur, le secteur des services non marchands supprime des postes. L'agriculture est également en retrait. A l'inverse, l'emploi dans le commerce, la construction et l'industrie progresse. Sur un an l'emploi salarié croît de 2,3 % ; l'évolution la plus favorable de la région (+0,9 %). La demande en intérim augmente légèrement (+2,4 %, soit +90 intérimaires). Les entreprises recourent toujours à l'activité partielle : près de 1 400 établissements y ont eu recours contre 2 000 au 4^e trimestre. Environ 5 100 salariés ont été indemnisés, soit 6 % des salariés du département. Près de 1,1 millions d'heures ont été chômées, ce qui correspond à environ 900 emplois équivalents-temps plein. Le nombre moyen de foyers bénéficiaires du RSA (environ 4 100) diminue durant le trimestre. Néanmoins ils sont plus nombreux qu'il y a un an (+9,8 %, soit + 360). Cette croissance annuelle est la plus forte de la région.

Au deuxième trimestre 2021

Suite aux mesures de confinement intervenues le 5 avril les demandes d'activité partielle ont progressé : plus de 2 000 établissements sont autorisés à recourir au dispositif et cela concerne 13 000 salariés. Les défaillances d'entreprises restent à un niveau bas. Les créations d'entreprises sont bien orientées. Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (cat. A) diminue à nouveau. Les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (cat. BC) sont plus nombreux grâce aux embauches plus dynamiques durant le premier trimestre. La mobilisation des contrats aidés et de la formation à travers le Plan de Relance a également entraîné la bascule des inscrits de catégorie A vers la catégorie E. Autre signe positif, la baisse de la demande d'emploi des moins de 25 ans s'inscrit dans la dynamique impulsée par le plan "1 jeune 1 solution".

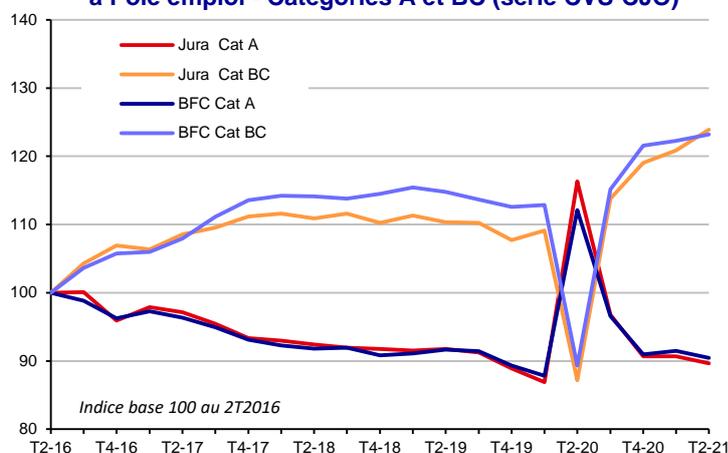
La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois				
	T2 2021	Var. (en %) sur		
		1 trim.	1 an	
Jura :				
<i>Données CVS-CJO</i>				
Catégorie A	9 440	-1,2	-22,9	
Catégories B, C	8 970	+2,5	+42,2	
Catégories A, B, C	18 400	+0,5	-0,9	
Bourgogne-Franche-Comté :				
<i>Données CVS-CJO</i>				
Catégorie A	122 100	-1,1	-19,4	
Catégories B, C	98 900	+0,8	+37,9	
Catégories A, B, C	221 000	-0,3	-0,9	

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T2 2021	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	4 870	-1,4	-23,4	-1,7	-21,2
< 25 ans	760	+1,3	-31,5	-2,4	-29,9
25 - 49 ans	2 720	-2,5	-25,7	-2,0	-23,2
50 ans et plus	1 390	-0,7	-12,6	-0,8	-10,7
Femmes	4 570	-0,9	-22,4	-0,5	-17,2
< 25 ans	590	-4,8	-35,9	-0,7	-24,8
25 - 49 ans	2 600	0,0	-21,9	-0,7	-18,2
50 ans et plus	1 370	-1,4	-16,0	+0,1	-10,9
Total	9 440	-1,2	-22,9	-1,1	-19,4
< 25 ans	1 350	-1,5	-33,8	-1,6	-27,7
25 - 49 ans	5 320	-1,3	-23,9	-1,4	-20,9
50 ans et plus	2 760	-1,1	-14,6	-0,4	-10,8

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T2 2021	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	8 750	+0,7	-0,6	-0,5	-1,7
< 25 ans	1 350	+0,7	-8,8	-2,0	-8,6
25 - 49 ans	5 130	+0,6	-0,8	-0,5	-1,8
50 ans et plus	2 270	+0,9	+5,1	+0,4	+3,3
Femmes	9 650	+0,4	-1,1	-0,1	-0,2
< 25 ans	1 250	-0,8	-7,4	-1,4	-5,1
25 - 49 ans	5 640	+0,7	+0,2	-0,2	-0,1
50 ans et plus	2 760	+0,4	-0,7	+0,6	+1,9
Total	18 400	+0,5	-0,9	-0,3	-0,9
< 25 ans	2 600	0,0	-8,1	-1,7	-7,0
25 - 49 ans	10 770	+0,7	-0,2	-0,3	-0,9
50 ans et plus	5 030	+0,4	+2,0	+0,5	+2,5

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T2 2021	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	9 660	+0,3	-9,5	-1,0	-9,4
DELD :					
1 à 2 ans	4 130	-1,0	+11,0	-0,8	+11,0
2 à 3 ans	1 970	+4,2	+13,2	+2,7	+9,4
3 ans et plus	2 650	+1,5	+9,1	+0,6	+6,7
Total DELD	8 750	+0,9	+10,9	+0,4	+9,1
Part des DELD	47,6%	+0,2 pt	+5,1 pt	+0,3 pt	+4,6 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T1 2021	Moyenne annuelle 2021 2020	
Assurance chômage	10 150	10 150	9 690
Solidarité - Etat	830	830	830
Autres	170	170	150
Total DE indemnisés	11 160	11 150	10 670
Formation	740	740	730
Part des DE indemnisés* :			
Jura :	57,3%		
BFC	51,0%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T2 2021	Var. annuelle en nbre	en %	Var. annuelle en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	228	-116	-33,7	-886	-27,2
Fin de mission d'intérim	112	-44	-28,4	-764	-42,1
Démission	68	+1	+2,0	-62	-7,8
Rupture conventionnelle	119	+24	+24,7	+276	+31,4
Licenc. économique	28	-27	-49,1	-92	-22,8
Autre licenciement	119	+13	+12,2	+104	+9,6
Première entrée ⁽¹⁾	56	-2	-2,9	+103	+13,4
Retour d'inactivité ⁽²⁾	300	+63	+26,6	+1 044	+40,8
Réinscription rapide ⁽³⁾	231	+85	+58,6	+1 156	+57,7
Autre motif ⁽⁴⁾	82	+7	+8,8	+143	+15,4
Motif indéterminé	125	+8	+7,1	-14	-0,8
Total	1 468	+12	+0,8	+1 009	+6,2

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T2 2021	Var. annuelle en nbre	en %	Var. annuelle en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	284	+74	+35,3	+915	+45,7
Entrée en stage ou formation	167	+50	+43,0	+967	+77,4
Arrêt de recherche**	175	+41	+30,9	+375	+24,6
dont maladie	117	+49	+73,3	+431	+56,3
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	777	+138	+21,6	+1 590	+20,8
Radiation administrative	99	+89	+957,1	+1 205	+987,7
Autre cas ⁽²⁾	130	+27	+26,5	+588	+61,2
Total	1 632	+421	+34,7	+5 643	+41,7

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO Catégorie A	T2 2021	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
Dole	3 830	+3,2	-13,3	49,4	15,1	29,0	8,2
Lons-le-Saunier	3 680	+1,1	-17,5	48,4	16,0	27,7	7,9
Saint-Claude	2 070	-7,2	-23,9	45,9	10,6	30,9	8,7
Jura	9 440	-1,2	-22,9	48,4	14,3	29,2	8,2

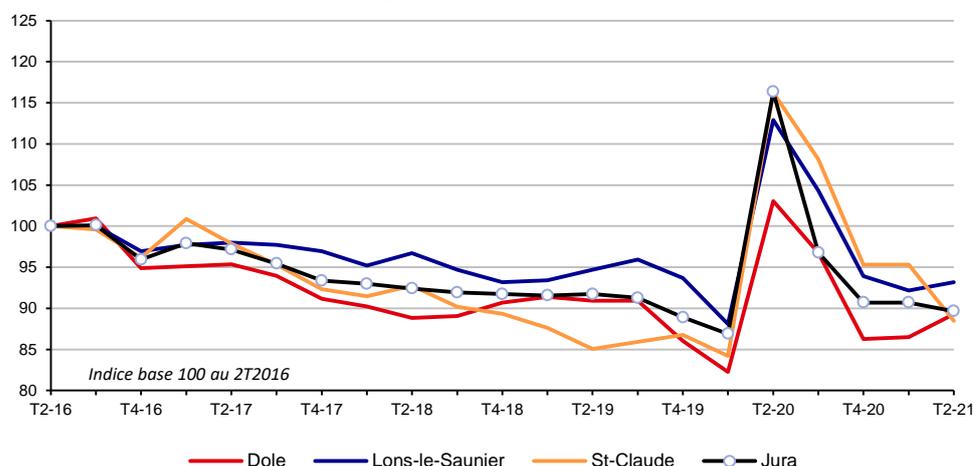
Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2018

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T2 2021	Var. (en %) sur		Plus de un an		
		1 Trim.	1 an	T2 2021	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Dole	7 340	+1,9	+1,5	3 560	+1,4	+10,9
Lons-le-Saunier	7 120	+1,7	+2,2	3 290	+3,1	+13,8
Saint-Claude	3 930	-2,2	-0,8	1 930	+5,5	+21,4
Jura	18 400	+0,5	-0,9	8 750	+0,9	+10,9

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
680	+3,0	670	+8,1
690	+1,5	630	-7,4
300	-14,3	330	-8,3
1 660	-4,0	1 650	+1,2

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2022.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

Les entreprises

Activité partielle

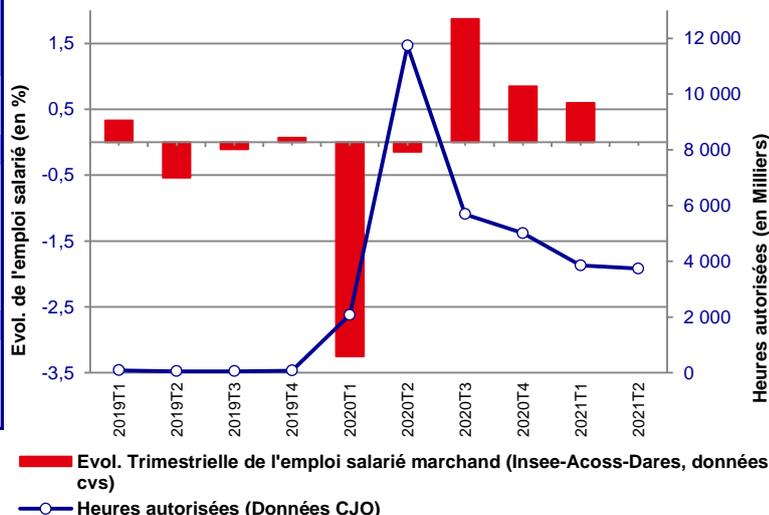
Données CJO*	Jura	
	T1 2021	T2 2021
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	2 720	2 470
Volume d'heures autorisées	3 853 510	3 736 212
dont :		
Agriculture	28 347	21 214
Industrie	1 314 549	1 150 958
Construction	139 253	197 285
Commerce	535 077	639 322
Services	1 836 284	1 727 433
Etablissements autorisés	1 774	2 044
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	98	129
Nombre de salariés concernés**	13 596	12 927
Total heures autorisées 12 mois glissés	26 285 359	18 285 563

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

Activité partielle : heures autorisées



Données brutes	Jura	
	T4 2020	T1 2021
Heures consommées		
Nombre d'heures consommées*	1 089 117	1 089 663
dont :		
Agriculture	4 076	3 717
Industrie	154 958	99 097
Construction	12 843	11 089
Commerce	186 613	105 230
Services	730 627	870 531
Etabs ayant consommé des heures	1 994	1 383
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	82	72
Nombre de salariés concernés**	5 898	5 085
Total heures consommées 12 mois glissés	6 526 934	6 645 993

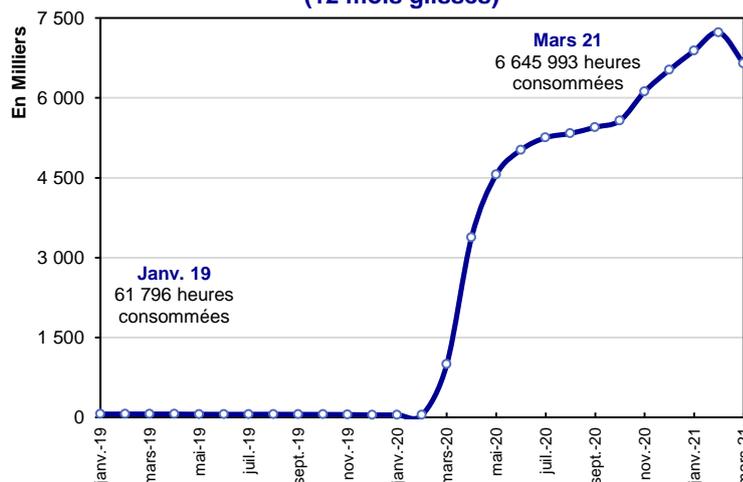
Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Créations d'entreprises

Données brutes	Jura	
	T2 2021	Evol./T2 2020
Créations d'entreprises		(en %)
Nombre de créations d'entreprises	645	+72,0
dont :		
Entreprises individuelles	56	+27,3
Micro-entrepreneurs	409	+68,3
Sociétés	180	+104,5
Cumul sur 12 mois glissés	2 483	+29,7
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs	236	+78,8
Cumul sur 12 mois glissés	866	-2,0

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Défaillances d'entreprises

Données brutes	Jura	
	T2 2021	Evol./T2 2020
Ouvertures de procédures		(en %)
Nombre d'ouvertures de procédures	21	-27,6
dont :		
Sauvegardes	s	s
Redressements judiciaires	s	s
Liquidations judiciaires directes	15	-28,6
Nombre d'emplois menacés	24	-76,5
dont :		
Agriculture	s	s
Industrie	s	s
Construction	s	s
Commerce	7	-53,3
Services	13	+160,0
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	100	-35,5

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

1 ^{er} trimestre 2021 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %		
Agriculture	1 330	-60	-4,4	+40	+3,4	1 340	-60	-4,2	+50	+3,6
Industrie	18 990	+60	+0,3	-110	-0,6	20 970	+70	+0,3	+920	+4,6
Industrie agro-alimentaire	4 050	+50	+1,1	+110	+2,8	4 520	+100	+2,2	+180	+4,1
Industries extractives, énergie, eau, déchets	1 240	+50	+4,4	+40	+3,7	1 310	+60	+4,5	+70	+5,6
Equipements élec. électron. info., autres machines	1 000	-20	-1,5	-20	-2,0	1 090	+30	+2,6	+60	+5,8
Matériels de transport	430	-10	-1,5	-30	-5,7	500	-70	-11,4	+20	+3,4
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	12 270	-20	-0,2	-210	-1,7	13 540	-50	-0,4	+590	+4,6
Construction	5 240	+50	+0,9	+170	+3,3	5 630	+80	+1,4	+400	+7,6
Commerce ; réparation auto.	11 090	+100	+1,0	+40	+0,4	11 360	+130	+1,2	+110	+1,0
Services marchands	17 400	+90	+0,5	+60	+0,4	18 070	+120	+0,7	+280	+1,6
Transports et entreposage	4 150	-50	-1,3	-50	-1,3	4 390	-70	-1,5	+80	+1,9
Hébergement et restauration	2 410	-40	-1,8	-250	-9,3	2 430	-30	-1,3	-240	-8,9
Information et communication	340	0	-0,8	-20	-6,3	340	0	-1,0	-20	-6,3
Services financiers	1 340	+10	+0,5	0	+0,1	1 360	+10	+0,4	+10	+0,7
Services immobiliers	460	+10	+3,2	0	-0,2	470	+20	+3,5	0	+0,1
Services aux entreprises	4 710	-10	-0,3	+80	+1,8	5 090	+20	+0,4	+150	+3,0
Services aux ménages	3 990	+180	+4,7	+300	+8,2	4 000	+180	+4,7	+300	+8,2
Services non marchands	28 350	-270	-0,9	+130	+0,5	28 380	-270	-0,9	+170	+0,6
Ensemble	82 400	-40	-0,0	+350	+0,4	85 750	+70	+0,1	+1 920	+2,3

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

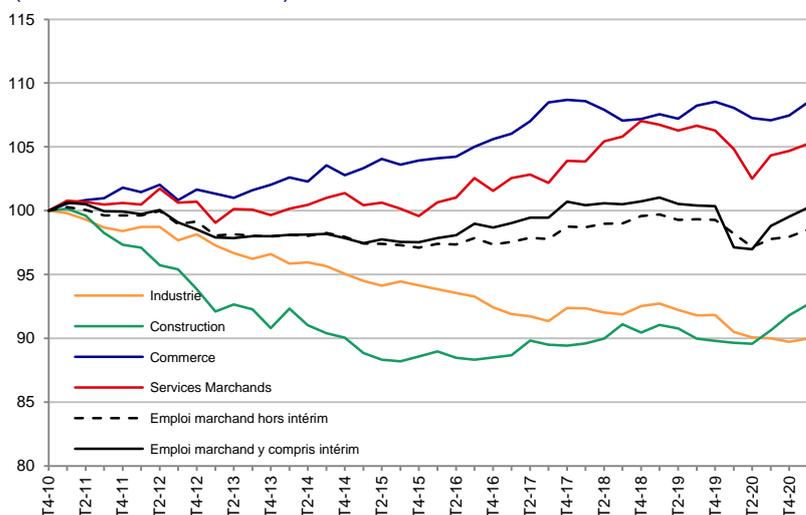
Traitement : Dreets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

● dans les secteurs d'activité du département

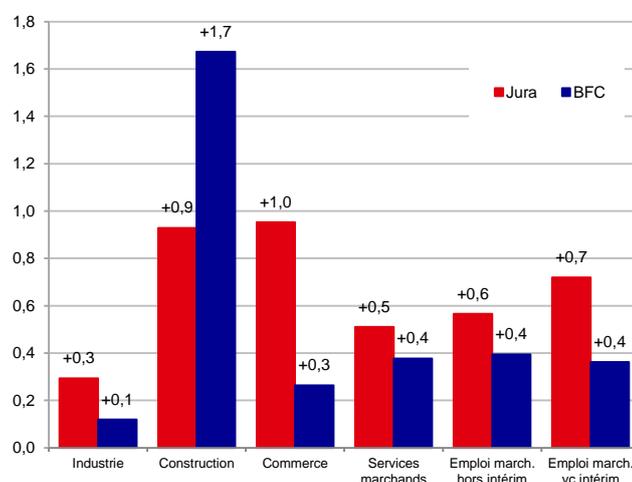
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

● dans le département et au niveau régional

(entre le 4^{ème} trim. 2020 et le 1^{er} trim. 2021, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Jura 1 ^{er} trimestre 2021 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	s	s	s	0,1	+0,1	s	s	s	0,7	-0,8
Industrie	2 080	+0,7	+123,6	9,9	+5,2	1 980	+7,0	+15,8	2,3	+0,1
Construction	510	+5,2	+153,4	8,8	+5,0	460	+9,5	0,0	2,9	-0,3
Commerce	340	+15,3	+42,4	3,0	+0,9	340	+6,3	+9,7	1,5	-0,1
Services	740	+0,2	+62,8	4,1	+1,5	710	+7,6	+14,5	1,6	+0,3
Ensemble	3 680	+2,4	+101,1	6,4	+3,1	3 500	+7,4	+12,9	2,1	0,0

s : secret statistique

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi - activité.

(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

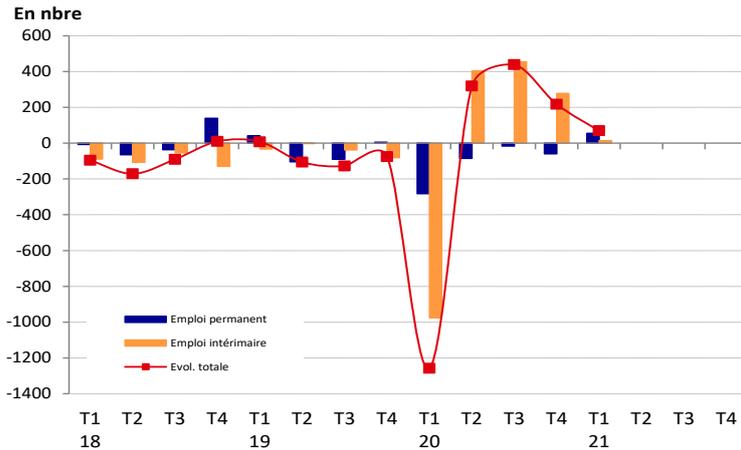
(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

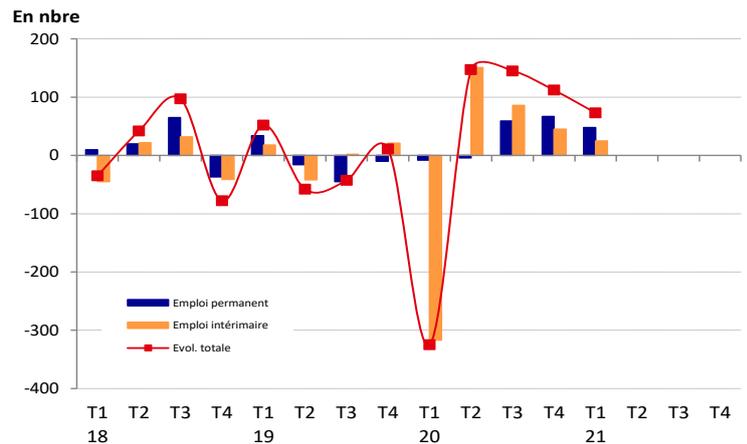
Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité

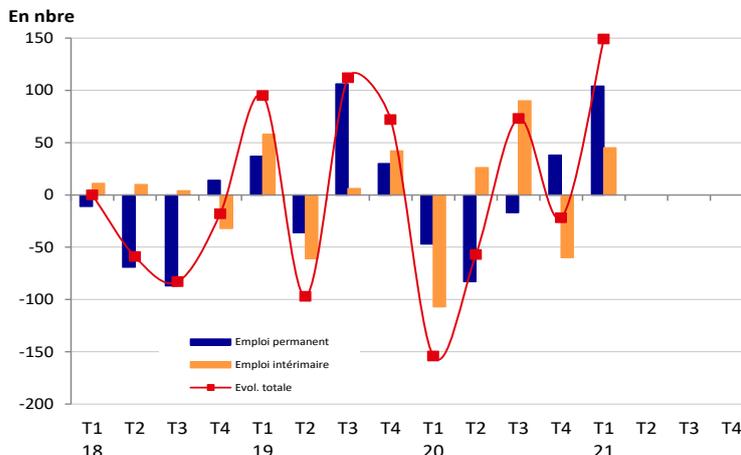
Industrie



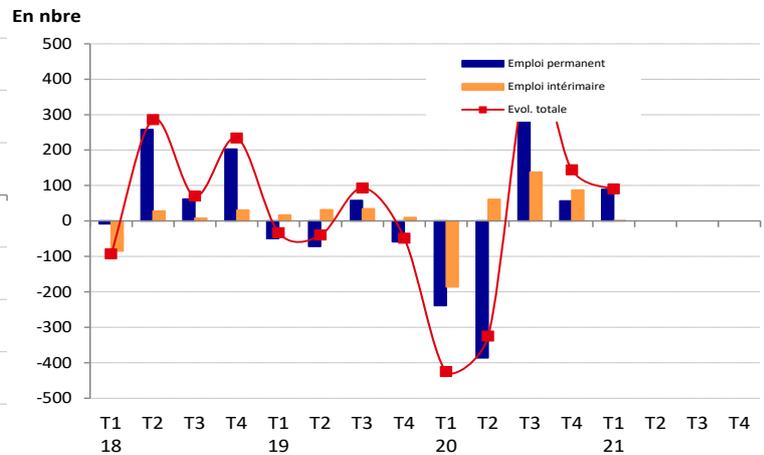
Construction



Commerce



Services



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge

- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Jura		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
1^{er} trimestre 2021						
Embauches		947	488	1 490	7 770	10 695
Répartition en %		8,9	4,6	13,9	72,7	100,0
dont en % :						
	CDD	53,7	50,2	61,2	86,5	78,4
	< 25 ans	30,5	26,0	46,9	22,6	26,9
	25 - 49 ans	52,1	61,1	40,2	48,8	48,4
	50 - 54 ans	7,7	5,3	5,5	11,3	9,9
	55 ans ou plus	9,7	7,6	7,4	17,3	14,8
	Femmes	37,4	9,2	55,3	70,3	62,5
Sorties		812	351	1 467	7 576	10 206
Répartition en %		7,6	3,3	13,7	70,8	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	34,4	28,2	58,5	84,9	75,1
	<i>dont CDD < 1 mois</i>	35,8	42,4	64,2	88,3	83,1
	Demissions	20,4	38,7	16,1	6,6	10,2
	Licenciements économiques	6,7	0,9	1,3	0,4	1,0
	Licenc. non économiques	10,2	13,7	9,6	2,3	4,4
	Retraite	10,1	5,1	1,8	1,4	2,3
	Ruptures Conventionnelles	8,4	6,0	3,8	1,4	2,5
	< 25 ans	23,8	25,6	47,9	22,2	26,1
	25 - 49 ans	46,7	56,1	37,0	47,4	46,2
	50 - 54 ans	7,6	4,6	4,9	11,3	9,9
	55 ans ou plus	21,9	13,7	10,2	19,1	17,8
	Femmes	38,8	9,1	58,6	70,9	64,5

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs,

Précautions d'utilisation

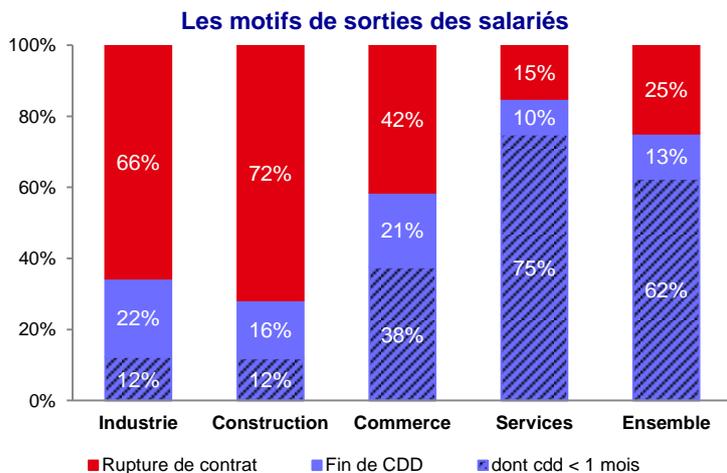
L'écart entre les entrées et les sorties mesurées chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus :

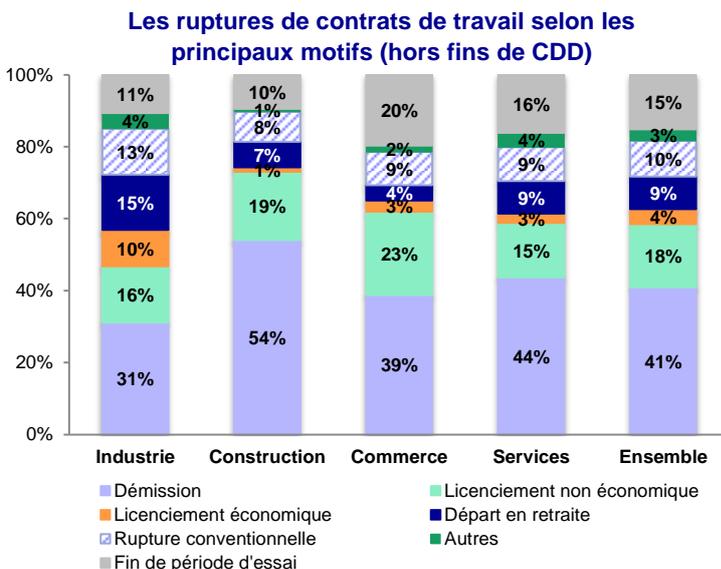
<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

Lecture : Au 1er trimestre 2021 parmi les embauches dans l'industrie 53,7 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 6,7 % des sorties des salariés de l'industrie contre 1 % tous secteurs confondus.



Lecture : dans le commerce, 38 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.



Lecture : dans l'industrie, 31 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Jura		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
1^{er} trimestre 2021							
Actifs en emploi (en %)		9,5	59,0	14,8	16,7	51,3	30,1
Embauches		2 874	5 181	1 059	1 581	6 686	1 725
dont en % :							
	CDD	81,6	73,3	80,5	87,8	85,0	86,1
Sorties		2 667	4 711	1 009	1 819	6 579	1 666
dont en % :							
	Fins de CDD	80,6	72,4	78,3	72,5	82,2	85,2
	<i>dont CDD < 1 mois</i>	81,9	80,3	88,6	89,0	86,8	85,8
	Demissions	9,0	13,1	8,4	5,4	7,4	7,1
	Licenciements économiques	0,3	1,3	1,4	1,4	0,7	0,3
	Licenc. non économiques	4,8	4,4	4,0	3,8	2,8	3,2
	Retraite	0,0	0,0	0,2	12,5	1,7	0,0
	Ruptures Conventionnelles	1,0	3,6	2,8	1,6	1,9	0,8

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 87,8 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2018, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi frontalier

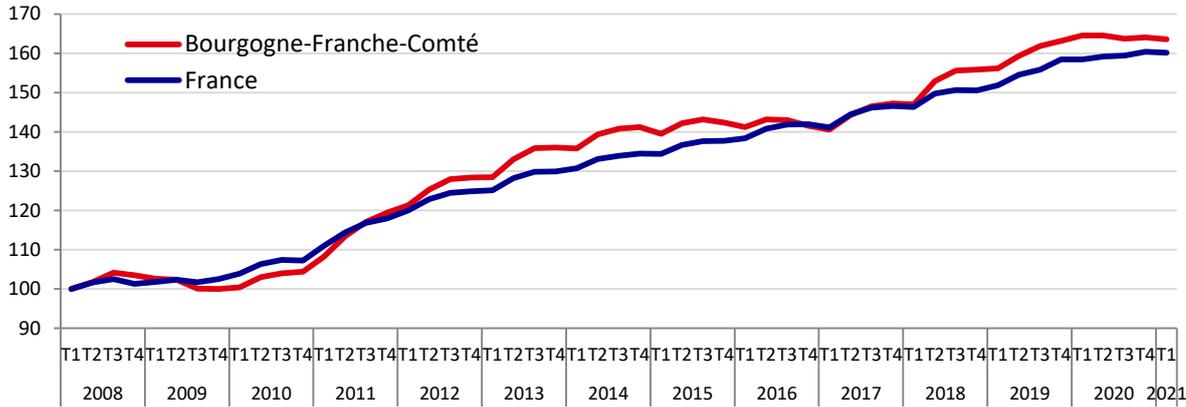
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2021	Actifs occupés RP 2017	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 035	214 800	22,3	+0,2	+1 950	+0,9	135	0,4	-7,5	-7	-4,9
Doubs	220 144	192 120	20,0	-0,3	-200	-0,1	27 795	72,1	+0,1	-109	-0,4
Jura	104 942	85 750	8,9	+0,1	+1 920	+2,3	6 437	16,7	-1,1	-99	-1,5
Nièvre	72 021	65 000	6,8	-0,3	-290	-0,4	11	0,0	0,0	-3	-21,4
Haute-Saône	92 555	65 870	6,8	+0,2	+1 390	+2,1	464	1,2	-0,9	-11	-2,3
Saône-et-Loire	211 733	182 300	19,0	+0,3	+3 200	+1,8	181	0,5	+4,6	+32	+21,5
Yonne	127 268	106 940	11,1	+0,4	+730	+0,7	18	0,0	+5,9	+2	+12,5
Territoire de Belfort	55 455	48 840	5,1	-0,3	-70	-0,2	3 522	9,1	+0,1	-33	-0,9
BFC	1 104 152	961 620	100,0	+0,1	+8 620	+0,9	38 563	100,0	-0,1	-228	-0,6

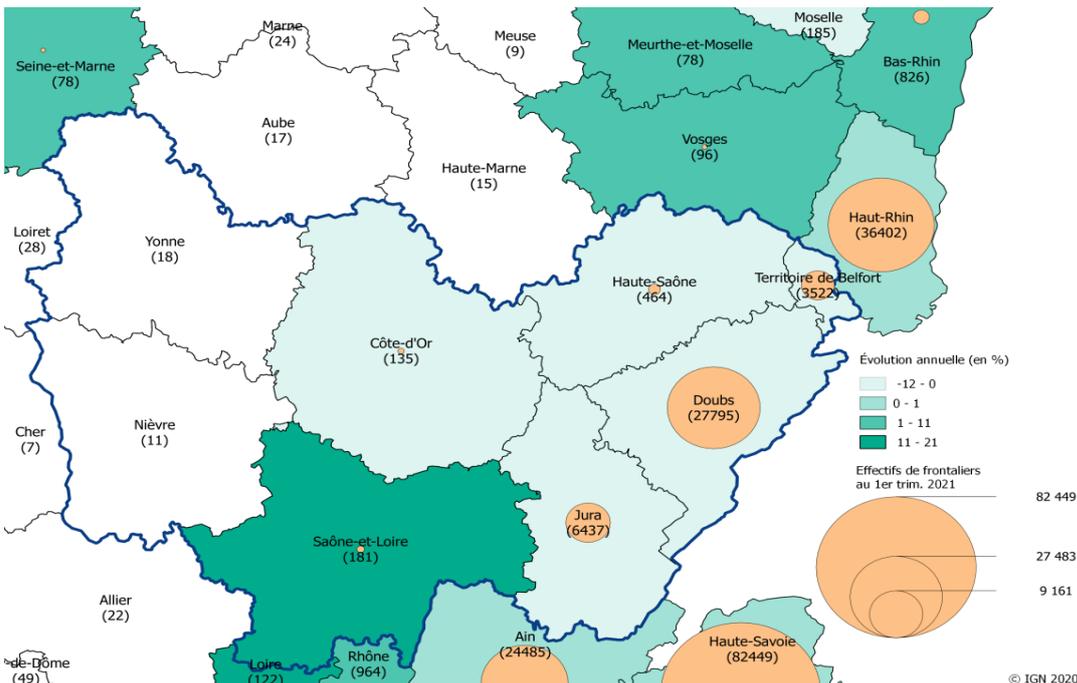
Sources : INSEE - RP 2017 (enquêtes annuelles 2015 à 2019) ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a diminué de - 0,4 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 27 795 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Jura			BFC Var.(%)/ cumul 2020
	T2 2021	Cumul 2021	Var.(%)/ cumul 2020	
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
CAE - PEC	nd	nd	nd	nd
dt Education Nat.	nd	nd	nd	nd
dt Collectivités	nd	nd	nd	nd
dt résidents QPV/ZRR	nd	nd	nd	nd
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	217	490	+92,2	+52,2
dt Garantie Jeunes	52	114	+123,5	+116,1
dt résidents QPV	14	44	+109,5	+53,9
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 4T2019)				
- secteur privé	808	1 582	+20,5	+15,3
- secteur public	18	43	+2,4	+1,5

s : secret statistique

nd : non disponible

A compter de ce trimestre, les PEC intègrent le dispositif ouvert spécifiquement aux jeunes depuis le 15 août 2020.

Les entrées dans l'insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T4 2020	Cumul 2020	Var.(%)/ cumul 2019
Côte d'Or	314	1 387	-13,6
Doubs	449	1 710	-21,5
Jura	259	1 028	-22,9
Nièvre	216	644	-16,1
Haute-Saône	152	583	-14,1
Saône-et-Loire	432	1 550	-5,9
Yonne	356	1 296	-22,5
Territoire de Belfort	113	381	-11,4
BFC	2 291	8 579	-16,8

Sources des tableaux :

Entrées :

CAE-PEC (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi - Parcours Emploi Compétence) : DGEFP
 Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP
 PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP
 Contrat d'apprentissage : Chambres consulaires / Direccte-Unités départementales de Bourgogne-Franche-Comté
 IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

CAE-PEC : DARES
 Emploi d'avenir : DARES
 Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Jura		BFC Var.(%)/ trim. année précédente
	T1 2021	Var.(%)/ trim. année précédente	
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
CAE - PEC	172	-10,4	-9,5
Mesures d'accompagnement :			
Garantie Jeunes	156	-9,3	-5,8
IAE (au 4T2020)	942	-2,8	-4,3

Les contrats aidés, l'apprentissage, les structures d'insertion, etc... participent à la politique de l'Etat destinée à soutenir et développer l'emploi. S'ils en constituent les outils les plus visibles, les politiques d'emploi s'appuient sur une palette de mesures beaucoup plus vastes qui se répartissent en deux familles :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 139 milliards d'euros en 2017, dont 66 milliards d'euros pour les dépenses ciblées.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-daes-indicateurs-daes-resultats/article/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail-en-2017>

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2021 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	10 630	+5,6	36 647	-0,4	8 057	+0,8	1 940	-5,5
Doubs	13 097	+7,0	32 183	-0,3	10 137	+0,1	2 087	+0,5
Jura	4 057	+9,8	15 240	+1,6	5 093	-0,1	813	-2,8
Nièvre	6 050	+4,7	13 657	-0,6	6 167	-0,5	987	-5,1
Haute-Saône	4 427	+4,5	14 967	-0,6	5 150	+2,8	1 150	-0,6
Saône-et-Loire	10 997	+4,3	35 890	-0,1	11 313	+0,7	2 433	-5,8
Yonne	9 403	+3,0	23 173	+0,1	7 353	+3,9	1 537	-6,5
Territoire de Belfort	4 467	+6,6	9 287	+1,3	2 320	+2,8	767	-3,8
BFC	63 127	+5,4	181 043	0,0	55 590	+1,1	11 713	-3,9

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

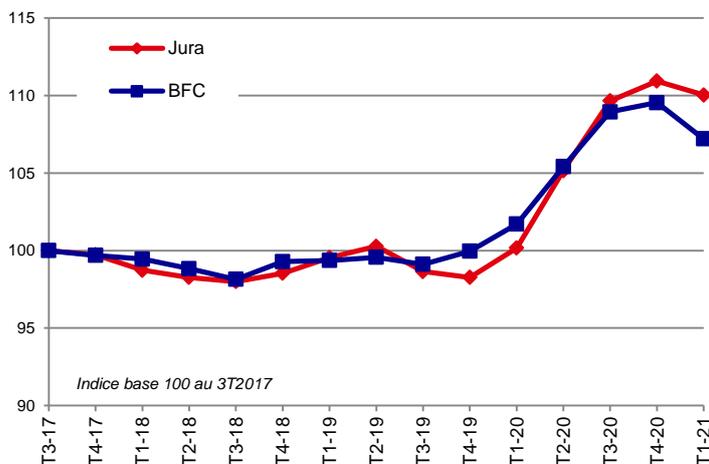
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

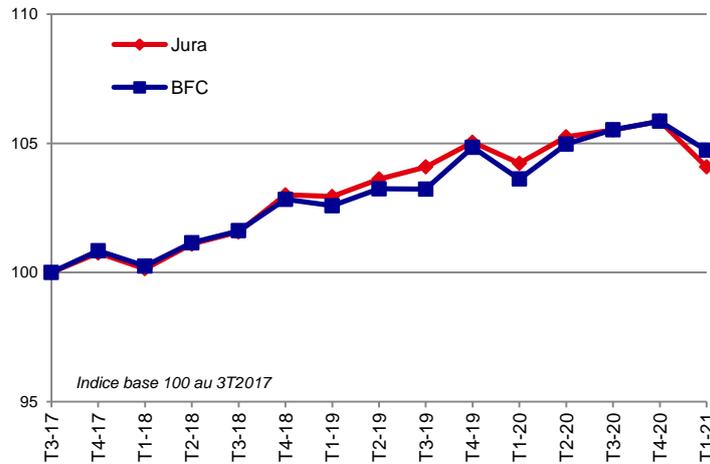
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA.

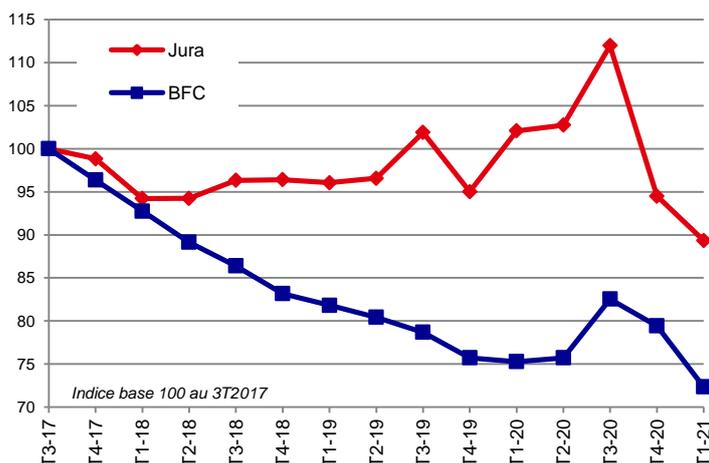
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

